

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 28690

Numéro SIREN : 821 689 759

Nom ou dénomination : 116 rue du Temple

Ce dépôt a été enregistré le 12/12/2017 sous le numéro de dépôt 124929



1713230301

DATE DEPOT : 12/12/2017

NUMERO DE DEPOT : 2017R124929

N° GESTION : 2017B28690

N° SIREN : 821689759

DENOMINATION : 116 rue du Temple

ADRESSE : 46 rue Pierre Charron 75008 Paris

DATE ACTE : 06/12/2017

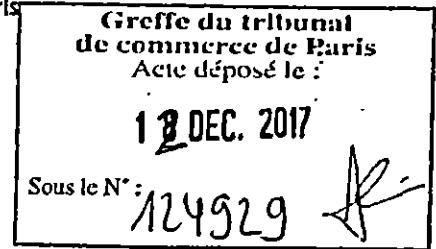
TYPE ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

17B 286 90

116 rue du Temple  
Société civile Immobilière au capital de 44.770 euros  
Siège social : 46, rue Pierre Charron, 75008 Paris  
821 689 759 RCS Paris

(la « Société »)

PROCES VERBAL



**DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES**

**EN DATE DU 6 DECEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept,  
le 6 décembre,  
à 10 heures,

Les associés de la société 116 rue du Temple, Société Civile Immobilière au capital de 44.770 euros, dont le siège social est situé 46, rue Pierre Charron à Paris (75008), Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro unique 821 689 759 RCS Paris (la « Société »), se sont réunis en assemblée générale extraordinaire (l'« Assemblée Générale ») au siège social sur convocation faite par le Gérant conformément aux statuts.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Sont présents avec voix délibérative :

La société HEBIOSO,  
Propriétaire d'une (1) part sociale,  
numérotée 1, ci..... 1 part

La société ZAKA SA,  
Propriétaire de quarante-quatre mille sept cent soixante-neuf (44.769) parts sociales,  
numérotées de 2 à 44.770, ci ..... 44.769 parts

Seuls associés de la Société et représentant, en tant que tels, la totalité des parts sociales émises par la Société.

La société ZAKA INVESTMENTS, en la personne de Monsieur Romain Yzerman, préside la séance, ès qualités de Gérant de la Société (le « Gérant » ou le « Président »).

La société PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

La feuille de présence, arrêtée et certifiée exacte par le Président, permet de constater que tous les associés sont présents.

En conséquence, le Président déclare que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée Générale :

- les copies des lettres de convocations à l'Assemblée Générale adressées à tous les associés ;

28  
T

- la copie de la lettre de convocation à l'Assemblée Générale adressée au Commissaire aux comptes ;
- la feuille de présence à l'Assemblée Générale, certifiée exacte par le Président ;
- le rapport établi par le Gérant ;
- le rapport du Commissaire aux comptes sur la situation de la Société, l'évaluation des biens composant l'actif social et le montant des capitaux propres par rapport au capital social en application des dispositions des articles L. 224-3 et R. 224-3 du Code de commerce ;
- une copie du récépissé de dépôt du rapport du Commissaire aux comptes en date du 28 novembre 2017 délivré par le greffe du tribunal de commerce de Paris en date du 28 novembre 2017 ;
- une copie des statuts en vigueur de la Société, ainsi que le projet de nouveaux statuts ; et
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social de la Société pendant le délai fixé par lesdites dispositions.


L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle à l'Assemblée Générale qu'elle est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR

1. Lecture du rapport du Gérant ;
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes ;
3. Transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée ;
4. Suppression de toute référence à caractère strictement civil dans l'objet social et réécriture de l'article relatif à l'objet social ;
5. Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
6. Nomination du Président de la Société ;
7. Confirmation du Commissaire aux comptes titulaire dans ses fonctions ;
8. Exercice social ;
9. Régime fiscal ;
10. Constatation de la réalisation de la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée ;
11. Questions diverses ; et
12. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales de publicité et de dépôt.

Le Président donne ensuite lecture à l'Assemblée Générale du rapport qu'il a établi ainsi que du rapport du Commissaire à la transformation avant de présenter l'exposé des motifs de l'opération.

2<sub>2</sub>   
T

Puis, le Président ouvre la discussion et déclare se tenir à la disposition de l'Assemblée Générale pour fournir toutes explications et précisions nécessaires.

Un débat s'instaure entre les associés et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

#### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 15.2 des statuts,

après avoir entendu la lecture (i) du rapport du Gérant et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions des articles L. 224-3 et R. 224-3 du Code de commerce, et

après avoir constaté que (i) les conditions légales étaient réunies et (ii) que les associés étaient tous présents,

décide, en application des dispositions de l'article L. 227-3 du Code de commerce, de transformer la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour,

précise que :

- sous sa forme nouvelle, la Société sera régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant les sociétés par actions simplifiées et par les nouveaux statuts ci-après établis ;
- conformément aux dispositions de l'article 1844-3 du Code civil, cette modification de la forme sociale de la Société, effectuée dans les conditions prévues par la loi, n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle ;
- l'objet social de la Société, sa durée et son siège social ne sont pas modifiés ;
- le capital social reste fixé à la somme quarante-quatre mille sept cent soixante-dix (44.770) euros, désormais divisé en quarante-quatre mille sept cent soixante-dix (44.770) actions de 1 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées ; et
- les fonctions de Gérant exercées par la Société ZAKA INVESTMENTS prennent fin ce jour.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 15.2 des statuts,

après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et en conséquence de la décision de transformation de la Société en une société par actions simplifiée,

décide de supprimer dans l'objet toute référence aux opérations à caractère strictement civil et de procéder à la réécriture de l'article des statuts relatif à l'objet social.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

23  
8

### TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en une société par actions simplifiée adoptée aux termes de la première résolution et de l'adoption de la résolution précédente,

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 15.2 des statuts,

après avoir pris connaissance du projet de nouveaux statuts qui lui a été soumis,

adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la Société sous sa nouvelle forme et dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétale nouvelle,

après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et, sur sa proposition,

nomme en qualité de premier Président de la Société sous la forme sociétale nouvelle, pour une durée illimitée et à compter de ce jour, la Société ZAKA INVESTMENTS, Société en Nom Collectif au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 46, rue Pierre Charron à Paris (75008), Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique 807 728 597 RCS Paris (le « Président »).

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

La société ZAKA INVESTMENTS, en la personne de Monsieur Romain Yzerman, ici présent, remercie l'Assemblée Générale de la confiance qu'elle continue de lui témoigner et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, confirme qu'elle remplit les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour leur exercice et déclare qu'elle ne fait l'objet d'aucun empêchement ou incompatibilité quelconque pour l'exercice d'une telle fonction.

### CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente,

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétale nouvelle,

décide que, conformément aux dispositions légales et aux stipulations des nouveaux statuts de la Société, le Président dirigera la Société et la représentera à l'égard des tiers. A ce titre, il sera Investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés. Le Président pourra également, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés,

2. 8  
T

décide que la Société ZAKA INVESTMENTS, pourra, le cas échéant, être rémunérée au titre de ses fonctions de Président de la Société, et

précise qu'en sa qualité de Président, la société ZAKA INVESTMENTS pourra prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétaire nouvelle,

après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et, sur sa proposition,

décide de confirmer dans ses fonctions de Commissaire aux comptes titulaire pour la durée de son mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- la société PricewaterhouseCoopers Audit, société par actions simplifiée dont le siège social est 63, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique 672 006 483 RCS Nanterre.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétaire nouvelle,

après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant,

décide que la durée de l'exercice en cours, qui sera clos le 31 décembre 2017, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en société par actions simplifiée,

précise que :

- les comptes dudit exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions prévues par les nouveaux statuts et fixées par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées ;
- la société ZAKA INVESTMENTS, Gérant de la Société sous la forme de société civile et Président de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée, présentera à l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur ces comptes, le rapport de gestion unique couvrant l'intégralité de la période comprise entre l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de Paris et la date de clôture du premier exercice social. Ce rapport sera communiqué aux associés conformément aux dispositions statutaires et légales applicables à la Société sous sa forme nouvelle ;
- l'Assemblée Générale statuera sur ces comptes conformément aux règles édictées par les nouveaux statuts et les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées. Elle statuera, en outre, sur le quitus à donner au Président de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée ; et

2 5  
G  
T

- les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétaire nouvelle,

après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant,

constate que le régime fiscal actuel de la Société, à savoir le régime de société de personnes semi-transparente prévu à l'article 8 du Code général des Impôts, est modifié de plein droit du fait de la transformation de la Société en société par actions simplifiée, la Société relevant désormais du régime de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 206-1 du Code général des Impôts, et

donne tous pouvoirs au Président, nouvel organe de décision de la Société sous sa nouvelle forme à l'effet d'en aviser le centre des Impôts compétent.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétaire nouvelle, et

comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent,

constate la réalisation définitive de la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

#### DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises sous la forme sociétaire nouvelle,

confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités d'enregistrement, de publicité, dépôt au greffe du tribunal de commerce et autres qu'il y aura lieu de faire.

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

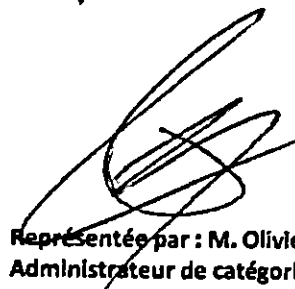
R. 6  
J

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président de séance déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés et le Président.

---

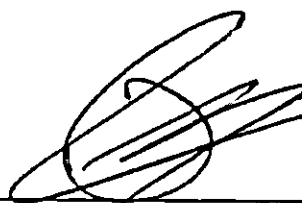
La société ZAKA SA  
Associée  
Représentée par : Mme Aurélie Parage,  
Administrateur de catégorie A



Représentée par : M. Olivier Revol,  
Administrateur de catégorie B

---

La société HEBIOSO  
Associée  
Représentée par son Administrateur délégué :  
La société SOLIPHIE  
Représentée par son gérant : M. Olivier Revol



---

Le Gérant  
La société ZAKA INVESTMENTS,  
Représentée par son gérant : La société COYR CONSEIL  
Représentée par son gérant : M. Romain Yzerman

Placé au : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
PARIS ST HYACINTHE  
Le 06/12/2017 Dossier 2017 01245, référence 2017 A 05104  
Enregistrement : 125 € Pénalité : 0 €  
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros  
L'Agent administratif des finances publiques



**ANNEXE**

**Projet de nouveaux statuts de la Société sous forme de société par actions simplifiée**

3.8  
8



1713230302

DATE DEPOT : 12/12/2017

NUMERO DE DEPOT : 2017R124929

N° GESTION : 2017B28690

N° SIREN : 821689759


DENOMINATION : 116 rue du Temple

ADRESSE : 46 rue Pierre Charron 75008 Paris

DATE ACTE : 06/12/2017

TYPE ACTE : Statuts mis à jour

17B 28690

Clerk of the court  
de commerce de Paris  
Acte déposé le :  
**12 DEC. 2017**  
Sous le N° : *124929* 

**116 rue du Temple**

**Société par actions simplifiée au capital de 44.770 euros  
Siège social : 46, rue Pierre Charron - 75008 Paris  
821 689 759 RCS PARIS**

**NOUVEAUX STATUTS DE LA SOCIETE**

**ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES**

**REUNIE LE 6 DECEMBRE 2017**

*8  
2*

## LES SOUSSIGNES :

- La société HEBIOSO, société anonyme de droit belge au capital de 61.500 euros, dont le siège social est 480, Avenue Louise - 1050 Ixelles (Belgique), Immatriculée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0548.998.026, représentée par Monsieur Olivier Revol, agissant en sa qualité d'administrateur délégué et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;
- La société ZAKA SA, société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 7, rue des Trois Cantons - L-8399 Windhof (Luxembourg), Immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 162.189, représentée par Madame Aurélie Parage, Administrateur de catégorie A, et Monsieur Olivier Revol, Administrateur de catégorie B, ayant tous deux tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des statuts de ladite société ;

ci-après désigné « Monsieur Olivier Revol »,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société qu'ils ont décidé de constituer.

## STATUTS

### Article premier. - Forme.

La Société a initialement été constituée sous la forme d'une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil et par les articles 1 à 59 du décret 78-704 du 3 juillet 1978, ainsi que par les stipulations des présents statuts et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés en date du 5 juillet 2016.

La Société a été transformée en société par actions simplifiée suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 6 décembre 2017, en application des dispositions des articles 1852 du Code civil et L 225-244 du Code de commerce sur renvoi de l'article L 227-1, alinéa 3 dudit Code.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et de ceux créés ultérieurement.

La Société est désormais régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

### Article 2. - Objet.

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, au moyen de ses fonds propres ou de deniers d'emprunt :

- l'acquisition, la détention, la cession et la gestion de participations dans toutes sociétés, dont l'objet principal est, directement ou indirectement, la détention de tous immeubles, droits et/ou biens mobiliers et/ou immobiliers,
- l'acquisition, la gestion de tous droits immobiliers et/ou mobiliers, la location de tous terrains, de tous immeubles, la construction de tous immeubles, la réalisation de tous travaux d'équipement ou d'aménagement portant sur des ensembles immobiliers, l'exécution de toutes études de projets de construction ou d'aménagement, ainsi que tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens immobiliers,
- et, plus généralement, toutes opérations commerciales, juridiques, économiques, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou contribuant à sa réalisation.

### Article 3. - Dénomination sociale.

La société continue d'avoir pour dénomination sociale : « 116 rue du Temple ».

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du capital social.

### Article 4. - Siège social.

Le siège social de la Société reste fixé 46, rue Pierre Charron - 75008 Paris.

Le siège social peut être transféré par simple décision du Président qui est alors habilité à modifier les statuts de la Société en conséquence.

#### Article 5. - Durée de la Société.

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation dans les conditions prévues par les présents statuts.

La Société peut être prorogée, par décision collective des associés.

#### Article 6. - Apports.

Lors de la constitution, il a été apporté la somme de dix mille (10.000) euros en numéraire, à savoir :

- la société HEBIOSO, la somme de 1€
- la société ZAKA SA, la somme de 9.999€

Aux termes de délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du (21) novembre 2017, (i) le capital social de la Société a été augmenté d'une somme en numéraire de [3.120.000] euros pour être porté de 10.000 euros à [3.130.000] euros par l'émission au pair de [3.120.000] parts sociales nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune (ii) puis réduit d'une somme de [3.085.230] euros, par annulation de [3.085.230] parts sociales de 1 euro de valeur nominale chacune, pour le ramener de [3.130.000] euros à [44.770] euros.

#### Article 7. - Capital social

Le capital social reste fixé à la somme de quarante-quatre mille sept cent soixante-dix ([44.770]) euros, divisé en quarante-quatre mille sept cent soixante-dix ([44.770]) actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

#### Article 8. - Apports en industrie

Des apports en industrie, ne concourant pas à la formation du capital social mais donnant lieu à l'attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes, pourront être effectués, qui détermineront la valeur de l'apport. L'apporteur en industrie devra consacrer l'exclusivité de son activité à la réalisation de l'objet social.

L'apporteur en industrie pourra être exclu de la Société pour motif grave et légitime, notamment en cas d'inexécution ou d'exécution fautive de son apport, par décision collective des associés, prise en assemblée, et statuant à la majorité, lui-même et son conjoint ne participant pas au vote.

L'apporteur en industrie menacé d'exclusion est avisé au moins un (1) mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des griefs retenus contre lui, et invité à présenter sa défense devant l'assemblée générale, par lui-même ou par mandataire. L'assemblée peut prononcer son exclusion tant en sa présence qu'en son absence.

#### Article 9. - Augmentations et réductions de capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par les présents statuts.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capitaux nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.



En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts de la Société concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### **Article 10. - Indivisibilité des actions – usufruit.**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Nonobstant les dispositions ci-dessus le nu-propiétaire a droit de participer à toutes les assemblées générales.

#### **Article 11. - Droits et Obligations attachés aux actions.**

Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-29-1 du Code de commerce, les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale au montant fixé par l'article R. 228-27 dudit Code peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défailtants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-29-2 du Code de commerce, la valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure au montant fixé par l'article R. 228-27 dudit Code.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux (2) ans, au prix fixé par l'assemblée générale, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai prévu à l'article R. 228-30 du Code de commerce, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

#### Article 12. - Formes des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

#### Article 13. - Libération des actions

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

#### Article 14. - Définitions

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

#### Article 15. - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

#### Article 16. - Agrément des cessions

Les cessions ou transmissions d'actions entre associés ou entre groupe d'associés ou bien entre sociétés du même groupe sont libres.

Elles devront être notifiées au Président et aux associés par lettre recommandée avec avis de réception, quinze (15) jours au plus après la réalisation de l'opération.

Dans tous les autres cas, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable du Président.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de ladite cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants sociaux).

Si l'agrément est donné par la collectivité des associés : Cette demande d'agrément est transmise aux associés par le Président.

Celui-ci dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum de trois ans à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, soit de les annuler.

#### Article 17. - Modification dans le contrôle d'un associé

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de trente (30) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 19 des présents statuts.

Dans le délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 19 ci-après. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

#### **Article 18. - Décès d'un associé**

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société et le regroupement de ses associés en fonction de leurs compétences propres, les actions de l'associé décédé devront donc être acquises, si ses héritiers ne sont pas agréés dans les conditions prévues par les présents statuts, par les autres associés ou toute personne physique et/ou morale qu'ils se substitueraient totalement et/ou partiellement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée aux présents statuts, au prorata de leur participation dans le capital ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital social, dans un délai maximum de trois (3) mois, à compter du décès.

A défaut d'accord entre les Parties sur le prix de rachat, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 19. - Exclusion d'un associé**

##### **Exclusion de plein droit**

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

##### **Exclusion facultative**

##### **Cas d'exclusion :**

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- comportement déloyal ou préjudiciable à la Société ou à ses associés.

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés dans les conditions prévues à l'article 26 des présents statuts ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

#### **Article 20. - Nullités des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 16 et 17 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

## **Article 21. - Président de la Société**

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

### **Désignation**

Le Président de la Société a été désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

### **Durée des fonctions**

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins "Nombre pourcentage" % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

### **Rémunération.**

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

### **Pouvoirs.**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés. Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable "de la collectivité des associés" :

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations.

Il peut déléguer au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

Les personnes désignées rendent compte au Président dans les conditions prévues par ce dernier.

### **Démission.**

Les fonctions d'un Président cessent également par sa démission, qui prend effet dans le mois qui suit l'envoi par lui d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à tous les associés. Ce délai peut être réduit par les associés, en accord avec le Président démissionnaire.

Sauf décision contraire prise à l'unanimité des autres associés, la démission d'un Président associé ne met pas fin à la Société.

## **Article 22. - Directeur général**

### **Désignation**

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.



Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

#### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

#### Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée.

#### Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

#### Article 23. - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2323-62 et L 2323-63 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social vingt (20) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq (5) jours de leur réception.

#### Article 24. - Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes ou du Président si la Société n'a pas de Commissaires aux comptes et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions à l'article 26 des présents statuts.

Les Commissaires aux comptes ou le Président si la Société n'a pas de Commissaires aux comptes présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les Interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

#### Article 25. - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 26 des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

#### Article 26. - Décisions collectives

##### Domaine réservé aux décisions collectives

Sauf stipulation contraire des présents statuts et sans préjudice de la faculté pour les associés de déléguer leurs pouvoirs au Président conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, les décisions suivantes doivent être prises par la collectivité des associés :

- modification des statuts, à l'exception du changement de siège social,
- augmentation, réduction ou amortissement du capital social,
- émission de toutes valeurs mobilières,
- dissolution ou prorogation de la durée de la Société,
- fusion, apport partiel d'actifs ou scission de la Société,
- le cas échéant, nomination et renouvellement des Commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et des conventions réglementées, affectation du résultat, mise en distribution de dividendes ou réserves ou de toutes autres distributions aux associés,
- transformation de la Société en une société d'une autre forme,
- nomination, révocation, renouvellement et rémunération du Président de la Société ; la révocation du Président ne pouvant résulter que d'une décision prise à l'unanimité des associés.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve de ce qui est prévu par les présents statuts.

##### Quorum et majorité

Les décisions collectives prises en assemblée ou par consultation écrite ne peuvent être adoptées que si les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen possèdent au moins un quart des droits de vote.

Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions collectives doivent être adoptées par plus de la moitié des droits de vote dont disposent les associés présents, représentés ou prenant part au vote par tout autre moyen s'ils sont consultés en réunion, ou votant par correspondance s'ils sont consultés par écrit.

Toute décision prise en violation des stipulations qui précèdent sera nulle de plein droit, le droit d'agir en nullité appartenant à la Société et à tout associé.

Par ailleurs, conformément à l'article L 227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification de clauses statutaires concernant :

- l'inaliénabilité des actions ;



- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié et/ou la suspension des droits non pécuniaires de cet associé,
- la transformation de la Société en société en nom collectif,

devra être décidée à l'unanimité des associés.

#### Vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence d'éventuelles actions de préférence, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède. Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associée ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président. Les mandats peuvent être donnés par tout moyen écrit et notamment, par télécopie.

Tous moyens de communication écrits peuvent être utilisés (écrit, e-mail, lettre ou fax) pour l'expression du vote, sauf pour les décisions prises par acte sous seing privée pour lesquelles tous les associés doivent signer l'acte.

Le vote transmis par chacun des associés est définitif. Tout associé qui s'abstient d'émettre un vote sur une résolution ou ne transmet pas son vote dans les délais indiqués ci-dessous en cas de consultation écrite est réputé avoir émis un vote négatif sur la résolution proposée.

#### Modalités de consultation des associés

Les décisions collectives des associés sont prises aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, à l'initiative du Président ou, s'il en a été désigné un, du Commissaire aux comptes titulaire. Le Commissaire aux comptes titulaire, le cas échéant, ne pourra consulter la collectivité des associés qu'après avoir vainement demandé au Président d'organiser une consultation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à l'initiative d'un ou plusieurs associés disposant de la majorité des droits de vote.

Au choix de l'initiateur de la consultation, les décisions des associés sont prises (a) en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence téléphonique, (b) par consultation écrite ou (c) par acte sous seing privé signé par tous les associés.

En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par l'initiateur de la consultation.

#### a) Consultation en assemblée

Les associés, le cas échéant le Commissaire aux comptes titulaire et le Président, s'il n'est pas l'auteur de la convocation, sont convoqués en assemblée par tous moyens écrits ou électroniques (courrier postal, télécopie, courrier électronique, remise en main propre) huit (8) jours au moins avant la date prévue pour la consultation, avec indication du jour, de l'heure, du lieu et, le cas échéant, les modalités d'accès en cas d'assemblée réunie par téléphone ou vidéoconférence, ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

Cette période de huit (8) jours peut cependant être réduite ou supprimée, et l'exigence d'une notification écrite peut être supprimée, avec l'accord de tous les associés, qui résultera en particulier (sans préjudice des exigences légales ou réglementaires) de la participation de tous les associés à la consultation.

Dès la convocation, le texte des projets de résolutions proposées et tous documents visés à l'article 27 des présents statuts, ainsi que ceux expressément prévus par la Loi, sont tenus à la disposition des intéressés au siège social.

Tous les documents devant être envoyés en prévision d'une consultation des associés peuvent également être adressés par tout moyen écrit ou électronique.

L'assemblée est présidée par le Président. En son absence, les associés élisent eux-mêmes le président de séance.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation communique par tous moyens écrits (courrier postal, télécopie, courrier électronique, remise en main propre) à tous les associés et, le cas échéant, au Commissaire aux comptes titulaire, ainsi qu'au Président s'il n'est pas l'auteur de la consultation, l'ordre du jour de la consultation. Dès la communication de l'ordre du jour de la consultation écrite, le texte des projets de résolutions et tous documents visés à l'article 27 des présents statuts, ainsi que ceux expressément prévus par la Loi, sont tenus à la disposition des Intéressés au siège social de la Société.

Les associés disposent d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la communication de l'ordre du jour pour émettre leur vote, lequel peut être émis par tous moyens écrits (courrier postal, télécopie, courrier électronique, remise en main propre) et pour communiquer leur vote au Président.

c) Consultation par acte sous seing privé

L'auteur de la consultation peut également consulter les associés par acte sous seing privé. Dans ce cas, la décision de la collectivité des associés résultera de la signature par tous les associés d'un procès-verbal, aucune autre formalité ne sera requise.

**Constatation des décisions collectives**

Les décisions collectives sont constatées par écrit dans des procès-verbaux tenant lieu de feuille de présence, établis et signés par le Président et l'un des associés présents dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

Ces procès-verbaux doivent comporter :

- le mode de consultation,
- le nombre total d'actions des associés ayant participé au vote ou à la réunion ou ayant été représentés,
- la liste des documents et rapports mis à la disposition des associés ou communiqués préalablement aux associés,
- le texte des résolutions proposées au vote des associés,
- pour chaque résolution, le résultat des votes,

le cas échéant :

- la date et le lieu de l'assemblée,
- le nom et la qualité du président de l'assemblée, et
- la présence ou l'absence des commissaires aux comptes.

Aux procès-verbaux, doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial, coté et paraphé, tenu selon les modalités prévues par l'article R. 225-106 du Code de commerce.

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation, par télécopie ou correspondance, au plus tard dans les trente (30) jours de la date de la décision collective.

**Article 27. - Information et droit de communication des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date fixée pour la consultation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'Inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

#### **Article 28. - Etablissement et approbation des comptes annuels**

Le Président établit et arrête les comptes annuels de l'exercice.

Les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

#### **Article 29. - Affectation et répartition du résultat**

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La décision collective des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions, dans les conditions prévues par la loi.

#### **Article 30. - Dissolution - Liquidation de la Société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi par décision collective des associés prononçant la dissolution anticipée.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.  
Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.  
Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

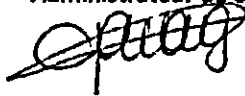
**Article 31. - Contestations**

Les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, soit entre la Société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des Statuts, seront soumises à la juridiction du Tribunal de commerce du lieu du siège social.

**LES ASSOCIES :**

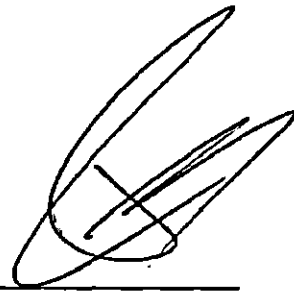
---

La société ZAKA SA  
Associée  
Représentée par : Mme Aurélie Parage,  
Administrateur de catégorie A



---

La société HEBIOSO  
Associée  
Représentée par son Administrateur délégué :  
La société SOLIPHIE  
Représentée par son gérant : M. Olivier Revol



Représentée par : M. Olivier Revol,  
Administrateur de catégorie B

